

L'ajournement

Tout d'abord, le ministre semble croire que même si nos importations totales de bœuf ont peut-être changé quant à leur pays d'origine, le volume général des importations n'a pas augmenté et n'est pas excessif. Ce n'est certainement pas le cas. Nos importations traditionnelles de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont baissé quelque peu, il est vrai, mais cette baisse a été comblée par de fortes importations du Marché commun dont les exportateurs bénéficient de subventions à l'exportation.

Par ailleurs, on semble avoir informé le ministre que le Canada n'épuiserait pas son contingent global d'importation de 145.1 millions de livres pendant l'année civile 1984. Les Canadiens auraient donc tort de s'inquiéter. J'estime au contraire qu'ils ont tout lieu de s'inquiéter. L'Association canadienne des éleveurs de bovins surveille attentivement les importations en provenance de tous les pays. Elle le fait tous les ans. Ses rapports constituent une excellente source de données statistiques. Si l'Association canadienne des éleveurs de bovins surveille ainsi les importations, c'est pour rendre service aux éleveurs et à tout le secteur en général.

Or, l'Association estime que nous pourrions bien avoir épuisé notre contingent global dès le mois d'août ou de septembre de cette année, après quoi nous pourrions bien assister à la chute rapide du prix du bétail sur pied par suite de l'arrivée en masse de nos bovins sur le marché des États-Unis à cette époque-là de l'année. Monsieur le Président, il importe de signaler que le ministre veut agir pour le mieux. J'ai pu m'en assurer lors de nos entretiens privés. Je crains hélas! qu'il ait été mal informé en ce qui concerne ces deux aspects tout au moins. De toute évidence, on ne saurait sans mal tenir un registre de toutes les livres de bœuf que le Canada importe. C'est faisable puisque depuis des années, l'Association canadienne des éleveurs de bovins accomplit une tâche magnifique à cet égard. La plupart de ses chiffres, elle les tient du gouvernement du Canada et de Statistique Canada. Il suffirait que le ministre prenne la peine d'envisager la situation dans son ensemble et de consulter divers spécialistes. Il est parfaitement en mesure de le faire.

M. W. Kenneth Robinson (secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national): Monsieur le Président, le député de Medicine Hat (M. Hargrave) présente des arguments qui parlent. Il est vrai de dire que les importations de bœuf au Canada ont augmenté énormément lorsqu'on fait des comparaisons d'une année à l'autre. Selon mes sources, au cours des quatre premiers mois de cette année, les importations de toutes parts se sont élevées à 45.2 millions de livres par rapport à 36.7 millions de livres au cours de la même période, l'année dernière.

Le gouvernement partage les inquiétudes des éleveurs canadiens au sujet de l'augmentation rapide des importations de bœuf subventionné en provenance du Marché commun. Depuis le début de l'année, les services du ministère des Affaires extérieures, en consultation avec d'autres ministères, suivent de près la situation et l'analysent du point de vue de l'effet déstabilisateur que de pareilles importations pourraient avoir sur les marchés et les courants commerciaux du Canada.

• (1815)

Nous avons exercé des pressions auprès de la Communauté économique européenne pour qu'elle cesse de mener cette concurrence déloyale sur le marché canadien. La délégation canadienne au GATT a également évoqué la question. Le Canada n'a pas encore reçu de réponse officielle, mais on m'informe que le 12 mai 1984, la Communauté européenne a réduit de 6.6 p. 100 son remboursement à l'exportation. C'est bien, mais ce n'est pas assez. Les représentants canadiens vont soulever la question de nouveau auprès de la Communauté économique européenne la semaine prochaine, les 7 et 8 juin, dans le cadre de l'examen périodique des problèmes Canada-CEE.

En outre, je pense que la Canadian Cattlemen's Association rédige un mémoire demandant l'application de droits compensatoires contre les importations de produits bovins irlandais. Ce mémoire va donner l'occasion au gouvernement de voir si nos producteurs sont lésés par ces importations. Si tel est le cas, les mesures qui s'imposent seront prises, conformément à la loi canadienne et aux obligations que nous avons contractées dans le cadre du GATT.

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE—L'ATTITUDE DE LA COMMISSION MACDONALD À L'ÉGARD DU DÉFI TECHNOLOGIQUE. B) LES INVESTISSEMENTS DU GOUVERNEMENT DANS LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Monsieur le Président, je suis fort heureux de pouvoir m'expliquer davantage à propos des questions que j'ai déjà posées au ministre d'État chargé des sciences et de la technologie (M. Johnston) le 17 avril dernier, questions qui figurent à la page 3136 du hansard. Quand je lui ai posé ces questions, j'étais encore sous le coup du rapport provisoire de la Commission Macdonald qui n'avait pas saisi toute l'importance des transformations technologiques actuelles, lesquelles sont en train de bouleverser les économies de la planète. Je m'explique: je parle d'utiliser la technologie pour accroître la richesse et les bénéfices que nous tirons de nos ressources traditionnelles, à savoir les industries primaires et secondaires. Je ne parle pas uniquement de la haute technologie ou de la microélectronique au sens étroit du terme, mais du phénomène d'égalisation qui est en train de se produire dans le monde, un phénomène qui exige une transformation des économies nationales.

J'ai exprimé certaines inquiétudes à l'égard du rapport de la Commission Macdonald intitulé «Défis et choix» qui donne l'impression que le Canada pourrait choisir de participer ou non au développement technologique, comme si nous pouvions rester les bras croisés devant les transformations rapides qui s'opèrent actuellement dans le monde entier, sans modifier complètement les priorités de notre pays et surtout celles du gouvernement fédéral.

En s'abstenant de faire des propositions précises ou de prendre fermement position, la Commission Macdonald a adopté une attitude qui contredit non seulement les faits observés dans le monde entier, mais encore les déclarations que le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie a faites devant la Commission en octobre dernier. Il avait notamment proposé d'augmenter largement le budget de la recherche et du développement. Il avait également déclaré que le gouvernement comptait investir 1.5 p. 100 de notre produit national brut dans la recherche et le développement d'ici 1985.